

WITTMAN, TIBOR

UN SONDAGE D'HISTOIRE COMPARATIVE DES IDÉOLOGIES:
LE PROGRAMME ÉCONOMICO-SOCIAL DES „DOCTRINAIRES”
HONGROIS (1840—1847)

En reprenant un thème enseveli¹ nous ne pensons qu'à utiliser quelques points de vue d'histoire comparative dans leur corrélation idéologique sur un problème d'importance capitale: les particularités du reflet idéologique de l'inégalité économique et sociale qui régnait entre l'Occident et l'Europe centro-orientale avant les révolutions de 1848—1849. Il s'agit de présenter un groupe de théoriciens, une fraction de l'opposition politique de Hongrie des années qui portaient la grande guerre d'indépendance revêtissant le caractère d'une révolution, avec une partie de la noblesse de Hongrie à la tête.

Les centralistes, surnommés „doctrinaires hongrois”² formaient la partie intégrante de cette noblesse oppositionnelle aux années 1840 qui, à la recherche du progrès social et de l'indépendance nationale produisait plusieurs nuances de programme selon qu'elle mettait l'accent sur les aspects économique-sociaux ou sur les problèmes du rapport entre l'Autriche et la Hongrie.³ Sur les problèmes du rapport entre l'Autriche et la Hongrie.³ Sur ce front bien complexe les centralistes représentaient une élite intellectuelle qui prenaient mieux en considération les conséquences de l'évolution de la société bourgeoise en Occident que les autres ailes du parti des réformes. C'est pourquoi ils méritent quelques remarques de nature d'histoire universelle. J. Eötvös, L. Szalay, Zs. Kemény, A. Csengery, A. Trefort et M. Lukács dans leur jeunesse, avaient visité les pays occidentaux et rentrés en Hongrie se déclarèrent contre le fade libéralisme de ceux qui appuyés sur un *Handbuch des Staatsrechts* singeaient et copiaient quelques institutions occidentales.⁴ Bien préparés par des études juridiques adaptaient les principes de la jurisprudence comparative de Lerminier dans le but de transformer le droit hongrois, le mettre sur la base de la codification occidentale. Ils fondaient des revues, créaient une société d'art, Szalay prenait part à la préparation de la réforme du droit pénal, Eötvös écrivait son roman

¹ T. Wittman: Les centralistes et l'idée de la création d'une classe moyenne en Hongrie. Budapest, 1946. (Une thèse manuscrite, en hongrois).

² *Bekücs Gusztáv*: A magyar doctriinairek. Budapest, 1882. Un bref résumé de leur programme en français: T. Lengyel: Les centralistes hongrois. Nouvelle Revue de Hongrie. 1943. oct.

³ Cf. récente synthèse: Magyarország története 1790—1849. Budapest 1961. (Histoire de Hongrie).

⁴ La lettre de L. Szalay de 5 janvier de 1838. *Szalay Gábor*: Szalay László levelei. Budapest, 1913.

monumental, „La Hongrie en 1514”, Trefort rédigeait son étude sur la réforme de banque en faveur d'encourager le capital.⁵

Dans la première phase de leur carrière politique ils mettent l'accent sur l'importance des municipalités — suivant Guizot — qu'ils ne voient pas uniquement dans les comitats comme Kossuth, plutôt dans les villes.⁶ Sur la diète de 1843—1844 Eötvös, Szalay et Trefort exposent le programme de jeter la base d'une classe moyenne de Hongrie dont le premier pas serait l'émancipation juridique des villes. Jusqu'en 1844 ils collaborent avec Kossuth, mais depuis 1844 quand ils commencent à rédiger le „Pesti Hírlap” l'organe principal de l'opposition, il s'observe une scission entre eux et Kossuth qui plaide la cause des comitats comme des foyers de l'opposition antihabsbourgeoise et résiste à les centraliser. Au nationalisme de l'aile kossuthienne s'oppose l'„économisme” des „centralistes” qui comptent avec les lois de l'histoire, que le pouvoir social „va de classe à classe, et c'est le tour du quatrième état”.⁷ M. Lukács est convaincu que la noblesse oppositionnelle se retirera de la lutte „quand en Hongrie l'élément proprement démocratique prendra conscience de ses forces, et affermi, émettra des exigences plus élevées”.⁸

Ces intellectuels hongrois tachèrent de frayer la voie pour une bourgeoisie qui n'exista pas encore, de préparer les cadres juridiques nécessaires d'une consolidation bourgeoise pour pouvoir éviter une explosion sociale, une transformation révolutionnaire. C'est pourquoi les centralistes se contentent pour leurs débuts de proposer d'introduire les villes dans les diètes. Ils soumettent à une critique sévère le système de cens existant en France et cherchent à élargir le cercle du droit électoral vers l'intelligentsia. A leur avis la lutte de Guizot, de Broglie et de Royer-Collard pour l'élection directe en général fut un fait positif, et en même temps le cens forme une barrière à un régime populaire. „Je ne connais pas une plus grande vérité arithmétique que plus que la moitié de tous les pays de l'Europe se compose des salariés et des prolétaires” — écrit Szalay soulignant l'importance du cens.⁹ Il ne prend pas pour trop grand le cens français, (500 francs) qui représente le capital mobil aussi.¹⁰ Mais il attire l'attention au danger qui réside dans la prédominance du capital, d'un régime „plutocrate”, qui ne repose sur aucune base raisonnable. Si le capital emporte la balance, „les couches lettrées condamnées à un héliotisme” ne peuvent pas se faire valoir sur „le forum ou fourmillent les oligarques et les commerçants.”¹¹

Szalay n'ignore pas que les partisans hongrois des réformes sociales ne doivent plus prendre pour modèle le „juste-milieu” français, ils pourraient remonter plutôt aux débuts de la Révolution française: „j'avoue sincèrement que je vois une grande ressemblance entre 1789 en France et 1843 chez nous. . .”. „En France le tiers-état est vraiment devenu tout et à présent il y a des mouvements contre le tiers-état comme il y en avait jadis contre l'aristocratie. Car le tiers-état devint tout avant

⁵ Cf. *Voinovich Géza*: Báró Eötvös József, *Ferenczi Zoltán*: Báró Eötvös József. 1903. *Deák Farkas*: Csengery Antal emlékezete, Századok, 1880. *Papp Ferenc*: Báró Kemény Zsigmond. 1922. *Gyulai Pál*: Lukács Móricz. Budapesti Szemle, 1894. *Br. Szalay Gábor*: Szalay László levelei, 1913. *Flegler Sándor*: Szalay László és munkái 1878. *Szalay Imre*: Visszaemlékezés Trefort Ágostonra. Budapesti Szemle, 1909. Réccemment *Sötér István*: Eötvös József. 1953. Budapest.

⁶ *Lukács, M.*: A városok szerkezete külföldön. Tudománytár XI. 1842.

⁷ *Szalay L.*: Municipális igazgatás a római birodalomban. Tudománytár 1839—1840.

⁸ *Kovács Ferenc*: Az 1843/44-ik évi magyar országgyűlés alsó tábla kerületi ülésének naplója. 1894. II. (Les expressions de Szalay).

⁹ Lukács Móricz Munkái II, pp. 117—118.

¹⁰ Pesti Hírlap 1847, num. 847., 869., 873., 899.

¹¹ Pesti Hírlap 1847, num. 929.

¹² Pesti Hírlap 1847, num. 899.

de représenter toute la nation . . . car à l'aristocratie des Montmorency et des Riche-lieu succéda l'aristocratie des marchands."¹²

Avant d'exister une bourgeoisie hongroise les centralistes cherchent les moyens d'éviter les revers de la société bourgeoise. Ils prennent position contre „les aventuriers financiers”, cette „oligarchie financière” qui prive de ses richesses „le petit capitaliste qui engage son capital laborieusement accaparé en une entreprise.”¹³ Ces expressions d'Eötvös font soupçonner qu'ils ont peur de voir une prépondérance du capital commercial ou bancaire. D'accord avec Kossuth ils prennent l'industrie pour le point de gravité de l'économie moderne en naissance de la Hongrie. Comme Trefort soutient „sans une industrie manufacturière la liberté ne peut pas se maintenir ni être obtenue; parce que des institutions libres ne peuvent être conservées et conquises que par une forte classe moyenne. Cette classe moyenne n'existe que dans des pays abondants en fabriques . . .”¹⁴ Le principal but à atteindre pour les „doctrinaires” hongrois c'est le stade du capitalisme industriel, c'est ce qu'exigent „les intérêts matériels” sur lesquels Trefort écrit un article de programme.¹⁵ Chez Kossuth ce sont les intérêts nationaux qui déterminent la voie de l'industrialisation.

„Les intérêts matériels” stimulent, même libèrent l'esprit humain et „selon la loi du progrès justifiée par l'histoire il faut qu'il vienne le temps quand les grandes masses de l'humanité dégagées de leur animalité deviendront ce qu'elles pourront être. Toute l'Europe occidentale aspire à l'atteindre et nous savons par expérience que les différents pays de l'Europe passent systématiquement les mêmes phases.” Trefort et ses amis sont convaincus de la nécessité de l'avènement de l'industrie manufacturière en Hongrie dont la condition principale serait la suffisance de la main-d'oeuvre, ce qui implique la réforme agraire, la réorganisation de „nos institutions qui empêchent la naissance d'une classe moyenne.”¹⁶

La réforme agraire est indispensable non seulement pour l'industrialisation mais aussi afin d'éviter le danger qui menacerait de la part d'un prolétariat agraire en croissance. Eötvös dans son étude sur l'Irlande et Lukács dans l'*Allgemeine Zeitung* signalent la situation précaire des „tenant at will” d'Angleterre qui n'est pas souhaitable en Hongrie.¹⁷ En parlant du mouvement „jeune Angleterre” de D'Israeli Trefort remarque que cette tendance appuyée sur des théoriciens allemands „veut créer une classe paysanne anglaise qui n'existe plus. En Angleterre le paysan est fermier ou journalier.” En général „nous ne sommes pas partisans des relations agraires d'Angleterre parce que nous voudrions attribuer la propriété de terre au peuple, nous préférons les petits propriétaires, bien qu'ils produisent moins que les grands . . .”¹⁸ „Si une fois nous établissons des usines, il faut utiliser les expériences d'autres nations, regarder plus avant et chercher à ne pas augmenter la classe prolétarienne.”¹⁹

D'où prendre les capitaux nécessaires à jeter la base de l'entreprise industrielle? Les centralistes pensent à la libre concurrence, au crédit mobil, au capital étranger,

¹² Dans son discours notable à la diète de 1843.

¹³ Pest Hírlap 1844, num. 376.

¹⁴ Pesti Hírlap 1845, num. 511.

¹⁵ Az anyagi érdekekről. Budapesti Szemle, 1840. vol. I.

¹⁶ Trefort: A nemzeti gazdaság rendszerei 1841. Emlékbeszédék és tanulmányok. Budapest. 1881. p. 280.

¹⁷ Eötvös: Szegénység Irlandban. Összes Munkái XII. Lukács: Összes Munk. p. 282.

¹⁸ Pesti Hírlap 1845, num. 421.

¹⁹ Trefort: Az anyagi érdekekről. Kisebb dolgozatok, p. 166.

à l'aide de l'État. Quant à la forme de la capitalisation, Trefort propose à insérer le principe de la libre concurrence au vieil système de corporation, „le transformer selon les besoins de notre époque.”²⁰ Il s'attache à l'esprit de corporation qui par son hiérarchie traditionnelle facilite maintenir l'ordre social. Ce niveau peut assurer la formation des ouvriers qualifiés et pour l'appuyer il faut créer des écoles où au lieu du latin on apprend les sciences naturelles.²¹

S'il existera une industrie nationale, il sera possible, à base de l'égalité, de faire une union douanière entre l'Autriche et la Hongrie. C'est pourquoi les centralistes appuyent—contrairement à Széchenyi — le programme de „Védegylet” (association pour protéger l'industrie nationale) de Kossuth, ils s'attachent décidément à rendre indépendant l'économie de Hongrie. „La puissance des nations et leur formation politique dépend surtout de leur état économique.” Sans l'aide de la législation, dans les conditions de la libre concurrence, du „laissez faire”, la transition d'une nation agraire sur un degré industriel ne peut pas se concevoir.²²

Ce qui contribua à approcher les centralistes du programme protectionniste de Kossuth ce fut le principe de l'association qu'ils prennent pour la tendance générale de la société moderne. Leur conception qui a pour programme de rejoindre les pays développés de l'Occident pas à pas et conserver la société à venir en Hongrie sur un degré de la petite bourgeoisie capitaliste, nécessite un principe régulateur qui pourrait dissoudre les contradictions, non seulement celles qui existent dans les relations économiques de l'Autriche et la Hongrie, mais aussi celles qui produisent l'antagonisme entrepreneur-prolétaire. Contre toute sorte de prolétarisation Trefort propose comme panacée le droit d'association, même pour la société agricole.

Pour se défendre contre le système de grande propriété, de majorats il faut créer des coopératives. „Les petits propriétaires seront obligés d'entrer dans telles associations, car le degré donné de l'industrie exigeant toujours plus de matières premières, la grande propriété par l'emploi de nouvelles machines et sous la direction des experts pourra produire plus et moins cher que le seul propriétaire cultivateur qui avec ses méthodes anciennes ne pourra pas entrer en rivalité avec elle.”²³ Mais le droit d'association peut agir favorablement surtout dans la société industrielle par amoindrir les abus des riches: „Le bien-être plus large entraînera l'éducation populaire et la représentation des classes ouvrières, les grandes entreprises dont profitent actuellement quelques grands capitalistes, seront ainsi d'utilité publique, seront réalisées ou par le gouvernement ou par ses commissaires, et sera opposée une barrière à l'agiotage et à la tyrannie des grands capitalistes et des fricoteurs.”²⁴

Tandis que l'association — “cette idée qui agit d'une force mondiale” chez Kossuth — n'était que le reflet social de sa position nationaliste, avec un caractère offensif, chez les centralistes elle joue le rôle d'un principe dialectique qui a la mission d'assurer l'équilibre social. Szalay dans sa série d'articles écrits sur elle ne cesse pas d'accentuer: “Nous croyons, plus que les socialistes, comme une doctrine proclamée que l'association est le point de départ de la société humaine et son avenir en même temps, et que notre croyance au progrès est inséparable de la conviction

²⁰ Pesti Hírlap 1845, num. 467.

²¹ Pesti Hírlap 1845, num. 584.

²² Trefort: Emlékbeszédék és tanulmányok, pp. 275—276. Pesti Hírlap 1845, num. 464., 466., 1846, num. 660., 672.

²³ Trefort: Kisebb dolgozatok, pp. 150—151.

²⁴ Ibid. p. 153.

qu'une association plus serrée pourrait augmenter infiniment la force, les capacités et le bonheur des nations et de toute l'humanité."²⁵

C'est sous cet angle qu'ils apprécient les socialistes à leur juste valeur. Ils ne prennent pas aux sérieux leur utopies, mais soulignent l'importance de leur idée force. Lukács dans son article sur le socialisme tient pour désirables les associations industrielles et de consommation en Hongrie aussi.²⁶ Il donne raison aux socialistes qui réclament que l'ouvrier ait sa part du profit gagné par son travail, il approuve leur lutte contre les conditions inhumaines du travail dans les usines, et il partage leur opinion que, contrairement à la théorie de Smith le bonheur d'une nation ne réside pas dans l'accumulation des richesses, mais „dans la distribution proportionnelle et équitable de celles-ci. “Avec Thiers Lukács — sans les sous-estimer — repousse leurs idées concernant la propriété privée et la famille, mais il estime beaucoup l'essentiel de leur pensée.

En 1847 Lukács répète ce thème dans son article écrit sur le droit d'association.²⁷ Il déclame passionnément contre toute sorte de philanthropie (De Morogues, Villeneuve etc.) qui veut ramener le monde moderne dans le moyen-âge, et prend parti pour les socialistes en parlant d'une association „par laquelle la classe ouvrière appuyée sur sa force puisse profiter du fruit de son propre travail et application.” Mais au lieu d'une solution réelle Lukács donne une utopie: “la puissance des grands capitalistes qui dévorent toutes les petites existences ne peut être contrebalancée que par l'association des petits capitalistes et des ouvriers, pas par des attentats mais par de grandes entreprises industrielles.”

Non seulement cette sympathie envers le socialisme de petit bourgeois de France et d'Angleterre mais aussi leur théorie économique antismithienne prouve que leur libéralisme est appliqué à une *petite bourgeoisie capitaliste* qui n'existait pas encore en Hongrie mais dont l'existence serait la garantie sociale tantôt contre la concentration dangereuse du capital tantôt contre une solution révolutionnaire des problèmes sociaux. Cette attitude de petit bourgeois renforcée par les socialistes utopiques occidentaux ne s'observe pas quand les „doctrinaires” hongrois dissertent sur les garanties constitutionnelles contre la tyrannie et l'anarchie, comme p. e. Eötvös dans son étude “Réforme”.²⁸ Ils entrent dans les détails de la théorie politique du “juste-milieu” français, de Benjamin Constant, de Royer-Collard, de Guizot et d'autres qui ne représentaient point les intérêts sociaux de la petite bourgeoisie. La „garantie constitutionnelle” des centralistes s'identifie avec le „pouvoir limitateur” des libéraux français. Szalay en énumère les composants: la responsabilité, l'opposition dans la chambre législative, les libres municipalités, le jury et la libre presse.²⁹ Kemény y ajoute le rôle de l'opinion publique et l'inamovibilité des juges.³⁰ Touchant les libertés communales, ils appuyent leurs idées principalement sur Tocqueville.

Il n'est pas sans intérêt de lire l'article de Lukács sur la structure des villes occidentales où il esquisse une autonomie municipale dans laquelle la seule inter-

²⁵ Pesti Hírlap, 1847, num. 813.

²⁶ Néhány szó a szocializmusról, Athenaeum 1843.

²⁷ Néhány eszme az egyesületi jog körül. Ellenőr 1847.

²⁸ Reform. Eötvös Összes Munkái. XI.

²⁹ Pesti Hírlap, 1847, num. 806.

³⁰ Korteskedés és ellenszerei 1843—44. Kolozsvár. 3. rész, p. 21. et Pesti Hírlap 1847, num. 878.

vention de l'administration centrale serait la confirmation du maire. Il présente les relations de France tout à fait contraires à ces idéaux.³¹ Dans ses articles dans le *Pesti Hirlap* Csengery prend l'autonomie communale pour "l'école primaire du patriotisme et de la liberté", la dérive du droit d'association et la préfère, contrairement à Kossuth, au comitat. Il affirme que "le système de libres communes est le premier chaînon après la famille qui lie l'homme à l'État." Ça va sans dire que l'élément régulateur de la liberté municipale doit être le cens qui assurerait la prépondérance des couches moyennes.³²

En ce qui concerne les débats qui se déroulèrent en France sur la capacité et la réforme électorale, les centralistes malgré leur respect vis-à-vis Guizot, ne cachent point leur réprobation que Guizot c'est allié avec le roi et la haute bourgeoisie pour empêcher la démocratisation du système législatif. Alors que Szalay souligne la pureté de caractère de Guizot, il exprime son souhait de le voir retiré de la vie politique et adonné exclusivement à ses travaux historiques.³³ Lui et Trefort le préfèrent comme historien dont "Histoire de la révolution de l'Angleterre" est une oeuvre fondamentale pour eux. Le concept de civilisation formulé par Guizot leur sert de point de départ philosophique. Trefort a appris beaucoup d'Augustin Thierry.³⁴ Mais ils repoussent l'interprétation fataliste du progrès donnée par Thiers.³⁵

Comme on voit, il y a une divergence entre les modèles économique-sociaux et les sources de théorie politique et historique. Les "doctrinaires" hongrois après avoir éliminé les facteurs aptes à troubler l'équilibre d'une société édifée sur l'accumulation modérée et réglée du capital, après avoir construit une conception et une diagnose de petit bourgeois avec l'aide des théories socialistes d'avant Marx, ils se sont retournés aux idéologues politiques et aux historiens de cette riche bourgeoisie dont la prépondérance leur semblait un des dangers les plus imminents.

Cette possibilité de choix et d'adaptation qui comprend en même temps une facilité de connaître les contradictions à venir, prend ses racines dans une société attardée d'Europe centrale, où l'esprit de l'élite intellectuelle est capable de combiner et réunir tous les éléments utilisables de l'expérience historique des pays avancés et des exigences fondamentales de la propre société, pour arriver à une utopie qui est composée des facteurs les plus réels, les plus authentiques pris de l'histoire et du présent. Ce pouvoir de combinaison idéologique avait toujours contribué à faire naître en Hongrie, surtout dans des périodes de crises, des corollaires d'idées, des courants d'esprit très complexes et difficiles à comprendre pour les observateurs occidentaux.

Qu'il soit permis de nous référer au plus grand historien hongrois d'avant la deuxième guerre mondiale, à Gy. Szekfü qui dans sa série d'articles écrits pendant les vicissitudes de guerre avait invoqué le trésor spirituel accumulé par les centralistes pour prendre modèle leur conception démocratique.³⁶ Rêver d'un régime

³¹ Városok szerkezete külföldön. Tudománytár XI. 1842.

³² Pesti Hirlap 1845, num. 471., 472., 473., 474.

³³ Cf. le portrait de Guizot donné par Szalay: Státusférfiak és szónokok könyve.

³⁴ Thierry Ágoston. Társalkodó, 1839, 29 mai.

³⁵ Szalay: Státusférfiak és szónokok könyve, p. 436. L'observation critique d'Eötvös sur l'historiographie française dans le num. 481 de Pesti Hirlap, 1845.

³⁶ Valahol utat veszítettünk. Dans le recueil d'études: Forradalom után.

démocratique et mobiliser les esprits dans cette direction, c'était une chose digne d'attention, mais comme les centralistes avaient découvert des formules qui ne pouvaient pas encore être valable à la réalité hongroise, Szekfű a conçu une autre qui déjà ne pouvait pas l'être en 1945, la réalité hongroise a surpassé les rêves libéraux. C'est aussi un exemple du décalage idéologique cette fois inspiré par le retard social de la Hongrie d'avant guerre.³⁷

³⁷ La société de Hongrie au seuil de la révolution de 1848—49 avait quelques particularités dont une était le fait que la noblesse intéressée à une transformation de structure du système féodal, la voulait effectuer sans des ruptures révolutionnaires, ce qui donnait la possibilité à la cour de Vienne de diviser le camp d'opposition par le moyen d'exproprier une partie du programme de réformes. Les centralistes, bon gré, mal gré, avec leur libéralisme conséquent pouvaient et semblaient servir la cause du gouvernement autrichien, ils ne comptaient pas avec ce que tous les détails du progrès social en Hongrie devaient être soumis à la lutte pour l'indépendance nationale, ils „ne savaient où chercher le camp du progrès bourgeois qu'ils n'identifiaient point avec le camp de la révolution” (*J. Révai: Marxizmus és magyarság. Budapest 1946. p. 120.*) C'est pourquoi, après la chute de la révolution, depuis 1867 nous les voyons au service de la „Gesamtmonarchie”.

102 w